

MÉCANISME DE SUIVI DE LA
MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION
INTERAMÉRICAINNE CONTRE LA CORRUPTION

OEA/Ser.L/XXIII.2.2
MESICIC/CEP-II/doc.5/06 rev.2
21 novembre 2006
Original: espagnol

Deuxième Réunion de la Conférence des États parties
20 - 21 nov. 2006
Washington, D.C.

**PROGRAMME INTERAMÉRICAIN
DE COOPÉRATION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Les États membres de l'Organisation des États Américains (OEA), prenant en compte:

Que par sa résolution AG/RES.1477 (XXVII-O/97), l'Assemblée générale de l'OEA, lors de sa vingt-septième Session ordinaire, a adopté un « Programme interaméricain de coopération pour la lutte contre la corruption »;

Que depuis lors, et jusqu'à présent, des actions se dégageant de ce Programme ont été menées dans les domaines juridique, institutionnel, international et de la société civile;

Qu'également pendant la période écoulée depuis l'adoption de ce Programme, de nouveaux développements de grande importance se sont produits dans le domaine de la coopération internationale et continentale contre la corruption qui devraient être pris en compte dans un programme de cette nature, dont il convient de souligner les suivants:

- Les divers mandats en la matière adoptés par les quatre Sommets des Amériques et l'Assemblée générale de l'OEA dans les réunions tenues depuis lors, notamment la résolution AG/RES. 2219 (XXXVI-O/06) par laquelle l'Assemblée générale a renouvelé sa satisfaction pour l'accord intervenu à la Première Réunion de la Conférence des États parties au MESICIC, selon lequel ceux-ci renforceront la Conférence des États parties en tant que forum politique dans lequel seront abordés les thèmes de coopération continentale contre la corruption.
- La création du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption (MESICIC) consacrée dans le «Document de Buenos Aires», et la déclaration souscrite par les États parties en 2001, ainsi que l'exercice effectif par la Conférence des États parties et le Comité d'experts prévus par ce Mécanisme de leurs attributions avec l'appui du Secrétariat technique, y compris la réalisation du Premier Cycle d'analyse avec l'adoption de vingt-huit (28) rapports par pays, et du Rapport continental y afférent, et le démarrage du Deuxième cycle d'analyse;
- L'adoption de la Charte démocratique interaméricaine en 2001 qui prescrit, entre autres que «l'exercice de la démocratie, la transparence des activités gouvernementales, la probité,» et «une gestion responsable des affaires publiques par les gouvernements, constituent des composantes fondamentales de la démocratie»;

- L'adoption de la «Déclaration sur la sécurité dans les Amériques» en 2003 par laquelle les États ont proclamé que la corruption «constitue une menace à la sécurité de nos États » et se sont engagés à renforcer le MESICIC;
- L'adoption des instruments juridiques en relation avec la lutte contre la corruption, et des mécanismes de suivi de ces instruments, entre autres, dans le cadre de l'Organisation de coopération et le développement économiques (OCDE), et du Conseil de l'Europe, ainsi que la négociation, l'approbation et l'entrée en vigueur récemment de la Convention des Nations Unies contre la corruption;

Que la résolution AG/RES. 2219 (XXXVI-O/06), «Suivi de la Convention interaméricaine contre la corruption et de son programme de coopération» qui au paragraphe 8 de son dispositif prescrit ce qui suit: «De recommander que la prochaine réunion de la Conférence des États parties au MESICIC envisage d'examiner, réviser, actualiser et compléter, le cas échéant, par l'intermédiaire du Conseil permanent, le «Programme interaméricain de coopération pour la lutte contre la corruption» adopté en vertu de la résolution AG/RES. 1477 (XXVII-O/97), et de soumettre ses recommandations à l'Assemblée générale pour approbation officielle lors de sa Trente-septième Session ordinaire; de demander au Secrétariat général de mettre au point une proposition propre à servir de base à ces effets»; et

Sous le bénéfice des considérations qui précèdent, décide que le document qui suit sera le nouveau Programme interaméricain de coopération à la lutte contre la corruption dont la mise en œuvre requiert les actions suivantes :

I. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION INTERAMÉRICAINNE CONTRE LA CORRUPTION

1. Exhorter les États membres de l'OEA qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention interaméricaine contre la corruption ou d'y adhérer, selon le cas, et/ou de devenir membres du MESICIC, ainsi qu'à entreprendre les démarches nécessaires pour le faciliter.
2. Continuer à renforcer le MESICIC, et à ces effets:
 - a. Consolider la Conférence des États parties membres du MESICIC, en sa qualité d'organe doté de l'autorité et de la responsabilité générale de mettre en œuvre le Mécanisme, et de forum politique chargé d'aborder les thèmes de coopération continentale contre la corruption conformément au «Document de Buenos Aires» et aux décisions de cette Conférence.
 - b. Continuer à mener à bien l'analyse technique de l'application de la Convention des États parties à travers le Comité d'experts du MESICIC, à assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations que celui formule à l'intention des États parties dans les rapports par pays, conformément aux prescriptions du «Document de Buenos Aires» et du Règlement et des normes de procédure de ce Comité.

c. Continuer à renforcer les services de secrétariat technique du MESICIC, entre autres, pour assurer le soutien de l'exercice de la tâche confiée au Comité d'experts et à la Conférence des États parties, de la diffusion des progrès accomplis dans ce cadre et de la coordination ou de l'exécution des programmes de coopération technique.

d. Diffuser au moyen de l'Internet, ainsi que par d'autres moyens, les rapports par pays, les rapports continentaux et les rapports annuels d'activités visés aux articles 25, 30, et 32 du Règlement et des normes de procédure du Comité d'experts du MESICIC.

e. Promouvoir, diffuser, coordonner et mettre en œuvre les programmes et projets de coopération technique pour appuyer les États qui en font la demande dans les processus d'application des recommandations que formule à leur intention le Comité d'experts du MESICIC à travers leurs rapports nationaux respectifs d'analyse pour stimuler la concrétisation de mesures qui favorisent l'application des recommandations.

f. Continuer à faciliter la participation et les contributions des organisations de la société civile aux activités du Comité d'experts et à la Conférence des États parties membres du MESICIC, conformément à leurs Règlements respectifs, ainsi que, s'il y a lieu, aux processus liés à la mise en œuvre des recommandations dans chacun des États parties, conformément à sa législation nationale.

g. Promouvoir, le cas échéant, des programmes de formation d'experts du MESICIC orientés vers la mise en œuvre des dispositions.

h. Appuyer le renforcement du financement du MESICIC tant avec les ressources du Fonds ordinaire de l'OEA qu'avec des sources de financement externe, notamment des contributions volontaires que les États parties pourraient envisager de continuer ou de commencer à effectuer, selon le cas, pour que le Mécanisme soit en mesure de poursuivre sa tâche de façon efficace et optimale.

II. ÉCHANGE DES INFORMATIONS ET DIFFUSION

1. Consolider, à travers le site Web de l'OEA, le «Portail anticorruption des Amériques» par lequel pourraient être facilités l'accès aux informations sur les progrès accomplis dans le domaine de la transparence de la gestion de la chose publique et de la coopération dans la lutte contre la corruption dans le cadre de l'OEA, y compris ceux qui sont réalisés au sein du MESICIC, ainsi que l'accès aux liens avec les sites Web des institutions des États membres ayant des tâches à assumer dans ce domaine.

2. Développer, appuyer ou actualiser les sites ou les réseaux sur Internet, dotés d'un accès restreint si nécessaire, afin de faciliter l'échange des informations entre les autorités responsables dans des secteurs spécifiques ayant trait à la transparence de la gestion de la chose publique et aux politiques relative à la prévention, aux enquêtes, et aux poursuites dans les cas d'actes de corruption.

3. Accorder la plus large diffusion possible aux activités et progrès en matière de coopération dans la lutte contre la corruption au sein de l'OEA, y compris ceux qui sont liés au MESICIC, ainsi qu'aux actions menées en vue de la mise en œuvre de ses recommandations aux États parties.

4. Élaborer et diffuser des publications imprimées qui permettent de faire connaître les rapports et activités ainsi que les progrès réalisés dans le cadre de l'OEA en matière de coopération pour combattre la corruption.

5. Envisager la mise en place par les États parties de programmes d'éducation et de formation ou le renforcement de ceux qui existent déjà, selon le cas, notamment de programmes à l'intention de personnalités du gouvernement, qui encouragent les valeurs éthiques à l'appui de la démocratie et de la lutte contre la corruption.

6. Encourager la collaboration des moyens de communication à l'organisation de campagnes d'éducation dans le domaine de la lutte contre la corruption et poursuivre l'échange de données d'expériences sur le rôle joué par les moyens de communication dans la lutte contre la corruption.

III. RÉCUPÉRATION DES AVOIRS

1. Continuer de faciliter et de promouvoir une coopération plus large entre les autorités centrales en matière d'assistance afin que soient fournies des informations utiles pour les enquêtes et les éléments de preuve, et pour que soit prêtée une aide effective et concrète qui puisse contribuer à priver les délinquants des instruments de leur délit, du produit de leur délit ou de son équivalent, ainsi qu'à récupérer ces instruments, produits ou équivalent et à les rendre à leurs propriétaires légitimes, conformément à la législation nationale et aux dispositions des traités applicables.

2. Promouvoir entre les États parties, à titre de complément de la Convention des Nations Unies contre la corruption, chaque fois qu'il convient, la conclusion d'accords spécifiques, bilatéraux et multilatéraux, concernant la confiscation et la saisie des instruments et produits du délit, ainsi qu'à la restitution à leurs propriétaires légitimes des biens obtenus par suite de la perpétration de ces actes, dérivés de la commission des délits auxquels le caractère d'infraction a été conféré dans la Convention interaméricaine contre la corruption, et conformément à leur ordre juridique interne

3. Promouvoir la formation d'experts et de fonctionnaires publics en matière d'embargos préventifs, de saisies et de récupération des avoirs.

III. COOPÉRATION TECHNIQUE ET EXTRADITION

1. Renforcer les activités de coopération technique pour continuer d'avancer sur la voie de la mise en œuvre de la Convention, et d'améliorer l'efficacité et l'effectivité des législations, politiques et institutions nationales œuvrant contre la corruption qui sont compris dans les programmes et projets conçus pour appuyer les États dans le processus de mise en œuvre des recommandations du Comité d'experts du MESICIC visés au paragraphe I.2.e) du présent Programme.

2. Promouvoir la mise au point et la diffusion des enquêtes et études supérieures dans le domaine de la coopération pour combattre la corruption, y compris celles qui prennent en compte les informations pertinentes émanées du MESICIC, et faciliter également la participation d'universités et de centres de recherche à l'élaboration, à l'analyse et à la diffusion de ces enquêtes et études supérieures.

3. Favoriser la connaissance des programmes de formation existant dans les domaines liés à la coopération pour combattre la corruption, ainsi que, dans la mesure du possible, le développement de ceux-ci afin de faciliter la participation des fonctionnaires compétents des États membres de l'OEA à ces programmes.

4. Continuer à mener des études comparatives des normes juridiques des États membres, afin de relever les similitudes, les différences et les lacunes juridiques qui pourraient exister et à partir de là, dégager des thèmes pouvant conduire à l'élaboration de lois-types indicatives qui fassent appel aux techniques de pointe employées dans la lutte contre la corruption.

5. Renforcer la coopération à l'application concrète des dispositions relatives à l'extradition, conformément à l'article XIII de la Convention interaméricaine contre la corruption, afin de prodéder à la détention et la poursuite des auteurs, co-auteurs, instigateurs, complices d'actes de corruption et des receleurs.

IV. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET MÉCANISMES INTERNATIONAUX DE SUIVI

Continuer de promouvoir la coopération, l'échange des informations, ainsi que la mise en place d'activités conjointes dans les domaines relatifs à la transparence de la gestion de la chose publique, et la lutte contre la corruption avec d'autres organisations internationales, telles que les Nations Unies, l'Organisation de coopération et le développement économiques (OCDE); le Conseil de l'Europe; la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale, l'Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (CEAP) et le Fonds monétaire international.

V. SOCIÉTÉ CIVILE

Favoriser la participation et les contributions des organisations de la société civile aux activités nationales et aux initiatives se dégageant au niveau continental dans le domaine de la transparence de la gestion de la chose publique, et dans la lutte contre la corruption, y compris celles qui sont menées dans le cadre de la Conférence des États parties et du Comité d'experts du MESICIC, et dans les programmes et projets visant à appuyer la mise en œuvre des recommandations de ce Comité dans les États parties, conformément aux dispositions du paragraphe I.2.f) du présent Programme.

VI. CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION

Recommander à la Conférence des États parties au MESICIC que, en tenant compte de l'entrée en vigueur récente de la Convention des Nations Unies contre la corruption, elle envisage et adopte, au cours de sa prochaine réunion, une stratégie sur les modalités que pourrait appliquer le MESICIC pour impulser la mise en œuvre des différents domaines thématiques couverts par la Convention interaméricaine contre la corruption et par la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que le suivi des progrès accomplis dans leur application.

VII. SECRÉTARIAT TECHNIQUE

Demander au Secrétariat général de continuer à prêter, en sa qualité de Secrétariat technique du MESICIC, l'appui technique nécessaire au développement du présent Programme, à travers le Bureau de la coopération juridique, du Département des questions juridiques internationales de l'OEA, en fonction des ressources allouées à ce titre dans le Programme-budget de l'Organisation ainsi que d'autres ressources de l'OEA.

VIII. SUIVI

Recommander que la Conférence des États parties membres du MESICIC et l'Assemblée générale de l'OEA, dans leurs sphères de compétence respectives, assurent le suivi approprié du présent Programme.